

## Doc. 1 - Le budget de l'UE : quelles politiques prioritaires ?

En milliards d'euros, prix courants



Source : Commission européenne, 2024.

<https://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/na-2019-budget-europeen-2021-2027.pdf>

<https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/mff2021-2027-ngeu-final/>

## Doc. 2 - Un exemple de politique économique : la politique agricole commune

## Les principes de la politique agricole commune



Source : Commission européenne, 2024.

## L'exemple de l'action du FEADER dans la région Grand-Est



Source : région Grand-Est, 2023.

### Une réduction des inégalités qui peine à se mettre en place ?

Alors qu'au niveau européen, 80% des aides de la Politique Agricole Commune (PAC) vont à 20% des agriculteur·rices, la réforme de la PAC 2023-2027 promettait plus d'équité pour les petit·es et moyen·nes agriculteur·rices. Les communications de la Direction générale de l'agriculture (DG AGRI) de la Commission européenne laissent penser que les questions de répartition équitable des aides sont désormais réglées. Pourtant, l'analyse d'ARC 2020 d'un échantillon de plans stratégiques de la PAC (France, Allemagne et Irlande) révèle deux problèmes interconnectés qui doivent être résolus au niveau politique.

D'une part, les plans stratégiques de la PAC 2023-2027 n'ont pas abordé de manière systématique et cohérente tous les facteurs d'inégalités.

Lutter contre les inégalités dans la distribution des aides PAC reste plus important que jamais, notamment dans le débat en cours sur la sécurité alimentaire. Malheureusement, cette analyse des cas français, irlandais et allemand montre qu'une PAC plus juste reste un travail inachevé et que des corrections urgentes sont nécessaires, et ce au-delà de la refonte de l'aide au revenu de base, critiquée pour son versement aveugle à l'hectare (principe incitant les exploitations à s'agrandir). Autrement, la tendance vers un secteur agroalimentaire spécialisé et concentré, ainsi que la chute du nombre de fermes se poursuivra.

D'autre part, le paiement pour les petit·es agriculteur·rices n'a pas non plus été mis en place, alors qu'il aurait permis aux fermes ne possédant pas suffisamment d'hectares pour recevoir un montant d'aide significatif, de percevoir un soutien forfaitaire (non calculé selon le nombre d'hectares).

Collectif Nourrir (association militante pour une agriculture alternative), 6 septembre 2023.

<https://collectifnourrir.fr/une-pac-plus-juste-vraiment/>



+ légende qui reprend qq idées du texte ci-dessus mais montre aussi qu'il y a eu des mouvements de contestations inverses aux Pays-Bas (baisse de l'aide à l'agriculture intensive dans la nouvelle PAC)

<https://pouruneautrepace.eu/profiteurs-pac/>

## Doc. 3 - Un exemple de politique sociale : la politique de santé

### Les principes de la politique européenne de santé

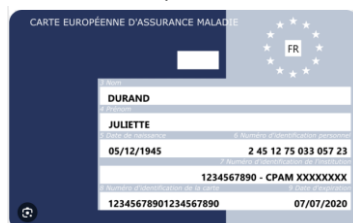
L'UE contribue à améliorer la santé publique par le financement et la législation sur la lutte contre les menaces transfrontières graves sur la santé, les médicaments, les droits des patients en matière de soins de santé transfrontières, la prévention des maladies et la promotion de la santé.

Les États membres de l'UE sont responsables de l'organisation et de la fourniture de services de santé et de soins médicaux. Le rôle de l'UE dans le cadre de la politique de santé complète donc les politiques nationales. Une coordination sur les questions de santé publique s'impose compte tenu de la libre circulation des personnes et des

marchandises dans le marché intérieur. La coopération au sein de l'UE en matière de questions de santé publique permet de relever des défis sanitaires communs résultant par exemple de la résistance aux antimicrobiens, des maladies chroniques évitables et du vieillissement de la population. En vertu du droit de l'UE, les citoyens de l'UE ont le droit d'accéder à des soins de santé dans n'importe quel État membre de l'UE et d'être remboursés par leur pays d'origine pour des soins reçus à l'étranger. La carte européenne d'assurance maladie (CEAM) garantit que les soins de santé nécessaires sont dispensés dans les mêmes conditions et aux mêmes tarifs que pour les assurés du pays visité.

Conseil européen, 2023.

### La carte européenne de santé, un outil de solidarité en Europe



[https://fr.wikipedia.org/wiki/Carte\\_européenne\\_d%27assurance\\_maladie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Carte_européenne_d%27assurance_maladie)

### La gestion de la vaccination contre le covid-19 : les limites de l'unité des Européens

Les retards pris en matière de vaccination contre le covid 19 dans l'Union européenne font apparaître les erreurs de choix des responsables politiques et la nécessité de revoir l'organisation de la recherche. Au 8 février, le Royaume-Uni était à 19,7% de sa population, les Etats-Unis à 13% alors que l'UE est à 3,9% (France à 3,3%). Cependant, il a fallu attendre le 10 février et les excuses d'Ursula Von der Leyen, pour que les dirigeants européens admettent l'existence d'un problème. En effet, le 8 février encore, la chancelière Angela Merkel et le président Emmanuel Macron, volant au secours de la Commission européenne, s'étaient de nouveau félicité de la stratégie européenne expliquant que le plus important était qu'il n'y ait pas de course au vaccin entre la France et l'Allemagne, ni que les petits pays soient distancés. Certains de ces petits pays, qui ont la taille d'Israël, comme l'Autriche ou la Hongrie ne semblent pas satisfaits par leur performance vaccinale telle qu'elle a été organisée par la Commission (4,1% pour la Hongrie contre 62,9% pour Israël) et cherchent à se procurer le vaccin directement auprès des Russes et des Chinois.

Dans cette guerre contre le Covid19, comme le vaccin anti-covid à produire n'était pas encore inventé, les dirigeants anglais et américains ont intégré dans leurs plans de financement et de soutien les petites firmes de biotechnologie en plus des grands laboratoires établis. C'est ainsi que Moderna, BioNtech et le Laboratoire de l'Université d'Oxford ont attiré des financements publics américains et anglais. C'est également le financement anglais qui a soutenu la firme de biotechnologie nantaise Valvena.

Marc Guyot et Radu Vranceanu, professeurs à l'ESSEC, La Tribune, 11 février 2021.



<https://www.lemonde.fr/blog/cartooningforpeace/2021/02/04/europe-mais-ou-sont-les-vaccins/> (mais risques de pb de droits) [avec rédaction d'une légende qui résume le texte ci-dessus](#)

#### Doc. 4 – Un exemple de politique environnementale : l'action pour le climat



Source : Parlement européen, 2022.

#### L'opposition de la Pologne à la politique climatique

Varsovie a soutenu que certaines des législations climatiques récemment adoptées par l'UE n'ont pas été correctement évaluées, qu'elles ont outrepassé l'autorité de Bruxelles et qu'elles menacent à présent l'économie de la Pologne ainsi que sa sécurité énergétique. L'UE a en effet approuvé une série de législations sur le climat, visant à réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre à 55 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030 et à aider le bloc des 27 pays à se conformer à l'Accord de Paris sur le changement climatique. Mais Varsovie conteste ces mesures et souhaite en annuler certaines devant les tribunaux. La Pologne est en effet le pays de l'UE le plus sceptique en matière de politique climatique. Elle dépend encore largement du charbon et a moins de moyens financiers à consacrer à la transition écologique que les pays occidentaux plus riches de l'UE. L'un des principaux arguments de la Pologne est que les politiques climatiques européennes auraient dû être adoptées à l'unanimité parce qu'elles ont un impact sur les décisions souveraines des pays quant à leur choix de mix énergétique et d'utilisation des sols.

Euractiv, 29 août 2023.

<https://www.euractiv.fr/section/energie-climat/news/la-pologne-porte-plainte-contre-les-politiques-climatiques-europeennes/>

#### Liens complémentaires sur cette thématique

[https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)

[https://european-union.europa.eu/priorities-and-actions/actions-topic/health\\_fr](https://european-union.europa.eu/priorities-and-actions/actions-topic/health_fr)

[https://agriculture.ec.europa.eu/common-agricultural-policy/cap-overview/cap-glance\\_fr](https://agriculture.ec.europa.eu/common-agricultural-policy/cap-overview/cap-glance_fr)

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

ACTEUR

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :

★ ACTEUR ★

Statut :

Positionnement :

Action :